

La rentrée 2011 suit deux mois d'été marqués par la crise financière et l'effolement des bourses. Les seules réponses politiques qui sont avancées au niveau européen sont l'austérité et la rigueur. Après la « loi naturelle » des marchés, elles disent répondre à des « règles » rationnelles définies par des agences de notation. De quelles règles parle-t-on ? Qui en parle ? Et avec quelle légitimité ? Le SNUEP-FSU n'accorde aucune crédibilité à des nébuleuses autoproclamées, telles les agences de notation, ni aux structures européennes ou internationales qui - déconnectées de la réalité - veulent imposer aux peuples et aux gouvernements une seule chose : le néo-libéralisme le plus débridé.

La pression des marchés financiers est de plus en plus importante sur les États comme on l'a vu aux Etats Unis avec la dégradation de sa note par les agences de notation. Cette pression tend à dicter la politique que doivent adopter les États avec la mise en place des différents plans de rigueur en Europe (grèves en Espagne, Italie, Grèce, ...) qui donnent lieu à des réactions diverses de la part des populations : mouvement des indignés en Espagne, grève générale en Italie, mouvements de violence en Angleterre. Il y a donc une forte attente et une grande responsabilité des syndicats.

Dans ce contexte, le maintien de la notation « AAA » de la France est l'objectif principal affiché par le gouvernement Sarkozy, pour soi-disant rassurer les marchés. C'est en fait un parfait allié pour le gouvernement actuel pour justifier de sa politique de coupes budgétaires et de casse de la protection sociale dans son ensemble et des services publics. C'est ce même gouvernement qui a massivement endetté la France (2/3 de la dette) par ses politiques injustes, inégalitaires et irresponsables et qui voudrait faire voter en fin de mandature une « règle d'or » budgétaire qu'il n'a lui-même jamais mis en œuvre - alors que le pacte de stabilité et croissance d'Amsterdam impose déjà un déficit budgétaire maximum.

Vont également s'ajouter les effets du pacte européen d'austérité décidé par le Conseil Européen pour faire face à la crise économique actuelle, malgré le refus de l'ensemble des organisations syndicales de la CES (confédération européenne des syndicats). **Le SNUEP-FSU refuse l'inscription de la « règle d'or » qui grave dans le marbre des politiques injustes et prive les citoyens de tout débat démocratique sur les questions budgétaires. Il demande un audit de la dette et l'annulation des dettes illégitimes.**

Encore une fois, ce sont les ménages, tout particulièrement les familles monoparentales, et les salarié-es qui vont financer les déficits creusés par les cadeaux faits aux riches via les orientations budgétaires définies par le gouvernement Sarkozy et son absurde loi TEPa. Les inégalités s'accroissent et une récente étude de l'INSEE fait apparaître une augmentation non négligeable de 5 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté - 13,5 % de la population française soit plus de 8,2 millions de personnes avec moins de 954 euros mensuels, et dont la moitié avec moins de 773 euros mensuels - et un enrichissement des classes les plus riches. Parallèlement le chômage ne cesse d'augmenter : plus de 4,1 millions, soit 3 % de plus qu'il y a un an. Comme depuis plusieurs années, les salarié-es les plus touchés sont les jeunes et les seniors alors même que le gouvernement a allongé le nombre de trimestres pour obtenir une retraite pleine et entière. La période estivale a été noire pour les sans-abris et les mal-logés. Les expulsions se sont multipliées et les sans-abris se voient même interdire de dormir dans la rue. Le SNUEP-FSU appelle à manifester samedi 3 septembre dans le cadre de l'appel « **urgence un toit !** ».

Les réponses gouvernementales à la crise dans le budget 2012 font apparaître un plan d'économie de 12 milliards d'euros dont seuls 200 millions seront financés par les très riches, quand à l'automne dernier la réforme de l'Impôt Sur la Fortune a coûté 2 milliards et concerné 300 000 nanti-es. **Là encore le financement de la rigueur gouvernementale va se faire sur le dos des plus fragiles. L'augmentation de la taxation des mutuelles va encore aggraver l'accès aux soins.** On sait également que les entreprises du CAC40 ont distribué en 2011 40 milliards d'euros de dividendes des 80 milliards d'euros de bénéfices réalisés en 2010. De l'argent, il y en a donc.

Mais le gouvernement préfère sacrifier les services publics sur l'autel de la RGPP avec l'absurde règle dogmatique du non-remplacement d'un départ sur 2 à la retraite. L'Éducation nationale n'est pas épargnée. Ainsi, 16 000 suppressions de postes sont prévues au budget 2012.

La rentrée 2011 est marquée par 4 800 suppressions de postes dans le secondaire alors que le nombre d'élèves augmente de près de 80 000, dont plus de 24 000 en lycée professionnel. Le ministre Châtel peut bien tenter la diversion en réintroduisant les cours de morale en primaire avec les nouvelles suppressions de postes dans l'Éducation nationale, cette année va être une année noire, avec des conditions d'accueil et d'enseignement des élèves qui continuent à se dégrader.

Pour l'enseignement professionnel, la rentrée 2011 constitue la 3^{ème} et dernière année de la mise en œuvre de la généralisation du Bac Pro 3 ans. Comme le président l'a lui-même annoncé dernièrement, cette généralisation va servir de levier pour supprimer encore des milliers de postes dans l'enseignement professionnel public qui paie un lourd tribut à cette politique. Pour 2012, l'Enseignement professionnel sera donc fortement concerné par les suppressions de postes dans le secondaire, vu également la promesse faite par le Président concernant le premier degré au début de l'été. Ses personnels seront aussi dans la ligne de mire, vu la proposition d'annualisation des obligations de service des PLP diffusée dans le rapport sur les rythmes scolaires publié le 4 juillet.

Cette contre-réforme désorganise les établissements, met à mal le métier d'enseignant. Elle est source d'inégalités et elle entérine le renoncement gouvernemental à la réussite de tous les élèves. Elle se conjugue avec l'augmentation des heures supplémentaires qui dégradent la qualité des enseignements et augmentent la surcharge de travail. **Le SNUEP-FSU appelle les collègues PLP et CPE, titulaires et non-titulaires à refuser massivement les heures supplémentaires non obligatoires.** Les réformes mises en œuvre introduisent de nombreuses inégalités entre établissements du fait de la disparition progressive des cadrages nationaux, notamment horaires : ainsi ce sont ceux qui ont le plus besoin de l'école dans les établissements les plus défavorisés qui voient les moyens alloués diminuer le plus fortement.

En raison de problèmes juridiques et de sécurité liées à la mise en place du cahier de texte numérique, le SNUEP-FSU appelle les collègues à la plus grande vigilance et revendique un remplissage *a minima* pour répondre à nos obligations de service.

La session du Bac Pro 2012 à venir sera **le premier bac délivré quasi-intégralement en CCF : fin de l'anonymat des candidat-es ; fin du caractère national des sujets ; conception, préparation, organisation, surveillance, correction par les collègues en charge de la classe... Ce diplôme perd sa valeur nationale** et devient un diplôme local quoiqu'en dise le ministère. Non seulement l'enseignement professionnel se retrouve dévalorisé, mais encore, cette « réforme » dénature les enseignements, dégrade les conditions de travail des enseignant-es et tourne le dos à la réussite de nos élèves. Ce sont encore les élèves des milieux populaires qui seront le plus pénalisés par cette mesure.

Le SNUEP-FSU a dénoncé et combattu la généralisation du Bac Pro 3 ans, contrairement à d'autres organisations qui ont signé les accords gouvernementaux et qui se targuent d'avoir obtenu une ridicule indemnité en contrepartie de la destruction progressive des diplômes et de nos métiers.

C'est aussi à nous de montrer aujourd'hui que cette réforme est une mauvaise réforme qui ne remplira par les deux objectifs affichés par le ministère : l'augmentation du niveau de qualification des jeunes et la baisse significative des sorties sans qualification.

Dès cette année, le bilan doit être tiré dans les académies et au niveau national. Ce bilan doit permettre au **SNUEP-FSU de faire valoir le projet tout autre qu'il porte pour l'enseignement professionnel public et laïque**, aujourd'hui fortement attaqué par la promotion tapageuse autour de l'apprentissage et son énième plan de relance.

Il est remarquable que l'ensemble de ces mesures n'engagent pas les finances de l'État. Tout est fait pour que le ministère de l'Éducation nationale soit déchargé d'une partie toujours plus importante de la jeunesse : l'ensemble des plus de 16 ans qui ne sont pas dans un parcours de formation vers l'enseignement supérieur, et même de jeunes collégiens qui, en difficulté scolaire, seraient réorientés vers une hypothétique formation en apprentissage.

Cette politique est d'abord une attaque frontale contre l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Elle consolide une césure dans le système de formation professionnelle initiale des jeunes : à l'apprentissage les formations doublement sélectives (entrée en CFA plus contrat de travail) dans les secteurs porteurs d'emplois, et aux lycées professionnels celles réservées aux

jeunes en grandes difficultés sociales et scolaires, dans des formations peu onéreuses en investissement et sur des secteurs où les qualifications sont peu reconnues. De plus, dans un contexte de rigueur budgétaire pour le service public de la formation professionnelle initiale et de la poursuite du dogme gouvernemental du non-remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite, cette politique risque de « siphonner » les LP. Elle pousse les régions et les rectorats à développer le mixage des parcours (scolaire, apprentissage ou contrat pro) et des publics pour des raisons purement économiques au détriment de la qualité de la formation. Cette orientation est aussi une erreur politique grave : l'apprentissage ne peut se développer que dans le cadre du développement de l'emploi, il s'agit d'abord d'un contrat de travail. C'est pour cela que, malgré tous les « plans de relance » l'apprentissage ne se développe plus sur les plus bas niveaux de qualification (CAP, BEP) depuis des dizaines d'années, mais en revanche se développe sur les qualifications de haut niveau (BTS, licence et au-delà). Développer aujourd'hui cette voie de formation correspond à proposer un accès à des jeunes qui ont déjà un premier niveau de qualification et n'offrira aucune possibilité de formation nouvelle aux jeunes sans qualification et en difficulté scolaire.

En cette rentrée, le sort fait aux stagiaires ne s'améliore pas. La seule réponse du ministère aux nombreuses critiques de cette réforme et à la quasi unanime opposition de l'ensemble des OS a été la mise en place du master en alternance qui va encore aggraver les conditions de formation des étudiants. Cette année, l'ensemble des stagiaires seront mis à plein temps devant élèves et devront suivre leur « formation » en dehors des cours !

Le SNUEP-FSU nourrit de grosses inquiétudes quant à la mise en place et le développement des Masters spécifiques pour l'Enseignement professionnel. Le SNUEP-FSU doit continuer à être à l'initiative afin de garantir des préparations effectives en concours CAPLP. En ce qui concerne le recrutement des PLP, les contrats précaires se développent toujours. La politique de suppression de postes pèse lourdement sur le nombre de places ouvert au concours. La multiplication des exigences en termes de certificats (CLES, C2I2E) met de nombreux collègues ou des étudiants dans l'incapacité de passer les concours ouverts. De ce fait, on constate depuis un an, une chute inquiétante du vivier des candidats qui menace la qualité du recrutement des PLP.

Les diminutions des postes aux concours de recrutement vont aggraver encore la précarité dans notre secteur et donc porter une atteinte supplémentaire inacceptable au statut de la fonction publique. Pour la deuxième année consécutive, l'insuffisance de formation des nouveaux professeurs stagiaires est tout aussi inacceptable.

En ce qui concerne les retraité-es, l'ampleur des menaces sur leur pouvoir d'achat et l'absence de réponse sur le financement de l'aide à l'autonomie reporté à nouveau au début 2012 a conduit les organisations syndicales de retraités à appeler à une action de manifestations le 6 octobre. Le SNUEP-FSU s'associe pleinement à cette journée d'action et appelle ses adhérent-es - notamment retraité-es - à y participer.

Le SNUEP-FSU appelle tou-tes les PLP et CPE des LP, SEP, SEGPA et EREA à se réunir très rapidement en assemblée générale dans leurs établissements, pour faire un bilan de rentrée à transmettre aux secrétaires académiques, et pour débattre des actions à venir, de **la journée de grève et de manifestation du 27 septembre et des suites à donner (INTERPRO)**. **Le SNUEP-FSU appelle les collègues à réussir la journée d'action en se mettant massivement en grève et en participant aux manifestations. Le SNUEP-FSU appelle aussi les collègues à se réunir très rapidement après cette journée d'action pour discuter des modalités d'action qui aura lieu dans la semaine du 10 octobre.**

La mise en place du vote électronique pour les élections professionnelles s'est faite dans des conditions de précipitation déplorables, ce qui risque de remettre en cause la forte participation habituelle. Le SNUEP-FSU voit une volonté de décrédibiliser les syndicats de l'Éducation Nationale. **C'est pourquoi pour porter haut un enseignement professionnel public ambitieux le SNUEP-FSU appelle tous les personnels PLP, CPE, titulaires et non-titulaires à voter SNUEP-FSU à participer massivement aux élections et à voter FSU du 13 au 20 octobre.**

Pour faire échouer les contre-réformes, le SNUEP-FSU a besoin de tou-tes les PLP et CPE.

NPPV : 0 Abstention : 3 Contre : 0 Pour : 44